

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 99 — 1839

[S - C - 99/31233]

**22 AVRIL 1999. — Décret portant approbation de l'Accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'« Agence Fonds Social Européen », conclu à Bruxelles le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté le 2 avril 1999 et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'Accord de coopération conclu à Bruxelles, le 2 septembre 1998, entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles, relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création de l'« Agence Fonds Social Européen », est approuvé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 avril 1999.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,  
ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,  
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

Accord de coopération relatif à la coordination et à la gestion  
des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines  
et à la création d'une agence F.S.E.

Vu les articles 127 et 138 de la Constitution,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois des 16 janvier 1989, 5 mai 1993 et 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 11;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 11;

Vu le décret II de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 11;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 mars 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 9 avril 1998;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 9 juillet 1998;

Vu le Traité instituant la Communauté européenne signé à Rome le 25 mars 1957, modifié par le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht le 7 février 1992, notamment l'article 123;

Vu la réglementation européenne et notamment le règlement cadre CEE n° 2081/93, le règlement de coordination CEE n° 2082/93 et le règlement F.S.E. CEE n° 2084/93;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale ont affirmé leur volonté de gérer conjointement les aides européennes octroyées à ces autorités dans le domaine des ressources humaines;

Considérant que ces politiques « Ressources humaines », cofinancées essentiellement par le Fonds social européen (F.S.E.) ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne sont gérés par la Cellule F.S.E. de la Communauté française;

Considérant que l'exercice de la compétence en matière de reconversion et de recyclage professionnels visée à l'article 4, 16°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois des 8 août 1988, 16 janvier 1989 et 16 juillet 1993, a été transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, mais que par ailleurs la Communauté française reste compétente dans un certain nombre de matières d'éducation et de formation éligibles aux subventions de l'Union européenne;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir une coopération qui vise à :

1° Optimiser l'information, la documentation et le conseil donné aux bénéficiaires potentiels, notamment par la création en un lieu d'accès facile pour le public, d'une structure unique chargée de la gestion des politiques « Ressources humaines » subventionnées par l'Union européenne;

2° Utiliser de façon maximale les subventions de l'Union européenne auxquelles la partie francophone du pays peut prétendre dans le cadre des programmes européens;

3° Intégrer et renforcer mutuellement les actions « Ressources humaines » et les actions financées par les autres Fonds dans le cadre des interventions européennes faisant appel à plusieurs Fonds à finalité structurelle, aux niveaux suivants :

- préparation des plans requis par les règlements de l'Union européenne sur les Fonds structurels communautaires;
- établissement et négociation des cadres communautaires d'appui;
- programmation pluriannuelle budgétaire;
- mise en oeuvre des interventions :
- appréciation ex ante, suivi et évaluation ex post des interventions;

4° Accroître la transparence et la cohérence de la gestion de ces politiques « Ressources humaines », notamment en harmonisant les responsabilités administratives et les procédures comptables, ainsi qu'en associant à leur mise en oeuvre l'ensemble des milieux intéressés;

5° Favoriser les coordinations et les synergies entre les programmes européens et les lignes directrices des politiques internes de nos départements conformément aux principes de subsidiarité et de complémentarité :

- dans la mise en oeuvre des différents programmes européens;
- dans la mise en oeuvre des initiatives de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française dans le cadre des programmes européens;
- dans la mise en oeuvre et dans la recherche de partenariats au profit des projets à caractère international ou transnational réalisés dans des contextes frontaliers ou transnationaux;
- dans le suivi, le contrôle et l'évaluation des différents programmes mis en oeuvre avec l'Union européenne;

6° Optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielles consacrées à la mise en oeuvre des programmes européens;

7° Accroître les capacités de « recherche développement » et d'évaluation ex ante et ex post des programmes générés par la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française,

Considérant qu'il est indispensable d'assurer une cohérence et une complémentarité dans la gestion des différentes aides octroyées par la Commission européenne;

Considérant qu'en matière d'aides européennes, la multiplicité des intervenants, des informations et la complexité des procédures de gestion nécessitent un réel investissement spécialisé;

Entre,

- Le Gouvernement de la Communauté française, représenté par Mme Laurette Onkelinx, Ministre-Présidente, Monsieur William Ancion, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport et Monsieur Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

- Le Gouvernement wallon, représenté par Monsieur Robert Collignon, Ministre-Président et Monsieur Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation;

- Le Collège de la Commission communautaire française, représenté par Monsieur Hervé Hasquin, Ministre-Président chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales, Monsieur Eric André, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des classes moyennes et Monsieur Eric Tomas, membre du Collège chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique;

Il est convenu ce qui suit :

## CHAPITRE Ier. — Modes généraux de coopération

### Section Ier. — Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. Cet accord concerne les compétences exercées par la Communauté française et les compétences visées à l'article 3 du décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par

1) Le Comité de suivi :

L'instance partenariale de décision (Commission européenne, autorités compétentes de l'État membre), qui a pour mission d'assurer le suivi d'un document unique de programmation (DOCUP), d'un cadre communautaire d'appui (CCA), d'un programme opérationnel (PO) ou de toute autre forme d'intervention de l'Union européenne dans le cadre d'une décision de celle-ci.

2) Le Comité technique et financier :

L'organe chargé de préparer les décisions du Comité de suivi

### Section II. — Principes

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des plans et programmes approuvés par les Gouvernements et Collège, toute décision concernant les programmes de l'Union européenne repris ci-après doit être prise de commun accord entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française :

1. Les programmes liés aux objectifs 3 et 4 des Fonds structurels européens, financés exclusivement par le Fonds social européen;

2. Les Programmes dits d'Initiative communautaire (« PIC ») « Ressources humaines » financés essentiellement par le Fonds social européen, notamment - « Emploi » et « Adapt »;

3. Les programmes d'action « Ressources humaines » établis en application de l'article 127 du Traité instituant la Communauté européenne, notamment le programme « LEONARDO ».

§ 2. Le Comité de suivi de chaque programme est composé des Ministres dont les compétences s'exercent dans les matières susceptibles d'un cofinancement européen, des Ministres des Relations extérieures ou internationales des Gouvernements wallon et de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française, des Ministres du Budget des trois entités ou de leurs représentants, ainsi que des représentants désignés par la Commission européenne.

Il comprend également, avec voix consultative, des représentants des partenaires locaux et socio-économiques désignés, sur proposition du Comité de suivi, par le Président.

§ 3. En ce qui concerne le Comité de suivi des Cadres Communautaires d'Appui établis au niveau de l'État, les Gouvernements et Collège sont représentés par une délégation, composée notamment du Président du Comité de suivi du programme concerné ainsi que du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française et du Ministre-Membre du Collège de la Commission communautaire française et du Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels, ou de leurs représentants.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des plans et programmes suivants approuvés par le Gouvernement wallon en association avec la Communauté française pour les matières qui relèvent de la compétence de celle-ci, toute décision concernant les actions et mesures « Ressources humaines » doit être prise de commun accord entre la Région wallonne et la Communauté française :

1. Les programmes des objectifs 1 et 2 des Fonds structurels européens;
2. Le(s) programme(s) de l'objectif 5 B des Fonds structurels européens,
3. Les Programmes d'initiative communautaire qui sont financés essentiellement par le Fonds européen de développement régional notamment « INTERREC » et « PME ».

§ 2. A la demande du Ministre du Gouvernement wallon qui a la Formation professionnelle dans ses attributions, un Comité technique et financier peut être chargé d'assurer le suivi des actions « Ressources humaines » et la préparation des décisions des Comités de suivi mis en place par le Gouvernement wallon pour la mise en oeuvre de ces plans et programmes.

§ 3. Le Comité technique et financier est composé des Ministres dont les compétences s'exercent dans les matières concernées, des Ministres des Relations extérieures ou internationales et des Ministres du Budget des Gouvernements wallon et de la Communauté française ou des représentants qu'ils désignent, ainsi que des représentants désignés par la Commission européenne.

Il comprend également, avec voix consultative, des représentants des partenaires locaux et socio-économiques désignés, sur proposition du Comité de suivi, par le Président.

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Un Comité d'accompagnement prépare les décisions de chaque Comité de suivi de programmes visés à l'article 3 et de chaque Comité technique et financier visé à l'article 4, et prend toute décision relative aux projets, mesures ou actions d'un programme européen, à l'exception de celles attribuées au Comité de suivi par la réglementation européenne. Il se compose des Ministres membres du Comité de suivi ou du Comité technique et financier du programme concerné ou de leurs représentants.

§ 2. Les décisions du Comité d'accompagnement respectent les réglementations européennes en vigueur et les dispositions de mise en oeuvre, décidées par la Commission européenne, sur la base des plans et en accord avec les autorités responsables de leur élaboration, dans le cadre du partenariat.

Art. 6. Le Ministre du Gouvernement wallon ayant la Formation professionnelle dans ses attributions assure la présidence des Comités de suivi visés à l'article 3, des Comités techniques et financiers visés à l'article 4 et des Comités d'accompagnement visés à l'article 5. Ceux-ci peuvent également, le cas échéant, et en accord avec le Ministre du Gouvernement wallon ayant la Formation professionnelle dans ses attributions, désigner un Président particulier pour l'un ou l'autre programme spécifique. Les vice-présidences des Comités sont désignées par les Comités d'accompagnement.

Art. 7. Le cofinancement des projets, mesures ou actions est assuré, pour chaque programme, sous la responsabilité du ou des Ministres compétents dans le respect des réglementations européennes.

Art. 8. En cas de litige avec la Commission européenne, sans préjudice de l'article 16, § 3, alinéa 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 tel que modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993, chaque Gouvernement ou Collège est responsable à concurrence de son apport dans le cofinancement et à tout le moins à concurrence des montants de l'intervention européenne.

## CHAPITRE II. — De la création et de la gestion de l'agence « Fonds social européen »

### Section 1<sup>er</sup>. — De la création

Art. 9. La Communauté française s'engage à créer un service à gestion séparée, au sein de ses services, appelé « Agence Fonds social européen », géré conjointement par le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française.

Art. 10. L'Agence participe à la préparation et assure l'animation, la gestion administrative et comptable, le suivi le contrôle et l'évaluation des programmes et actions visés aux articles 3 et 4

Art. 11. Les Gouvernements et Collège veillent à fournir les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Agence selon les modalités déterminées de commun accord.

*Section II. — De la gestion*

Art. 12. L'Agence est placée sous la direction opérationnelle d'un Comité de gestion, ci-après dénommé le Comité.  
Le Comité exécute les décisions des Comités de suivi des programmes visés aux articles 3 et 4.

Art. 13. Le Comité est composé des Ministres des Gouvernements wallon, de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française concernés par les programmes et actions visés aux articles 3 et 4, ainsi que les Ministres avant les Relations extérieures ou internationales, le Budget et la Fonction publique dans leurs attributions, ou les représentants qu'ils désignent.

Art. 14. La Présidence du Comité est exercée par le Ministre du Gouvernement wallon ayant la Formation professionnelle dans ses compétences.

Les Gouvernements et Collège désignent de commun accord deux Vice-Présidents.

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Le Comité soumet son règlement d'ordre intérieur à l'approbation des Gouvernements et du Collège. Il prévoit notamment :

- les règles concernant la convocation du Comité;
- les règles relatives à la Présidence du Comité, en cas d'absence ou d'empêchement du Président et des Vice-Présidents;
- la détermination des actes de gestion journalière;
- la détermination des besoins en terme de personnel de l'Agence;
- le mode de représentation des Ministres visés à l'article 13;

sans préjudice de l'application des règles relatives au contrôle administratif et budgétaire et au contrôle de la Cour des Comptes, les modalités de contrôle de la gestion et de l'utilisation des fonds en provenance de l'Union européenne.

§ 2. Le Comité statue à l'unanimité de ses membres.

Art. 16. § 1. La gestion journalière de l'Agence est confiée à un Directeur assisté d'un Directeur adjoint. Ceux-ci sont désignés par le Gouvernement de la Communauté française après avis conformes du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

§ 2. Le Président du Comité notifie au directeur de l'Agence les décisions des Comités de suivi pour les programmes visés aux articles 3 et 4 et celles relatives à la gestion de l'Agence.

*Section III. — Du financement*

Art. 17. Les ressources de l'Agence comprennent :

- 1° Les subventions des institutions de l'Union européenne.
- 2° Les moyens inscrits aux budgets de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.
- 3° Les produits financiers découlant de la gestion des fonds versés par l'Union européenne.
- 4° Les fonds des tiers mis à sa disposition dans le cadre des programmes visés aux articles 3 et 4.

Art. 18. Les montants visés à l'article 17, 2° sont répartis proportionnellement à l'apport de l'Union européenne pour chaque pouvoir dans les programmes visés aux articles 3 et 4.

Ces moyens sont mis à disposition de l'Agence en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal à payer à l'Agence au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre.

*CHAPITRE III. — Du budget et des comptes*

Art. 19. L'Agence établit son budget sous la direction du Comité. Le budget de l'Agence est annexé au budget général des dépenses de la Communauté française. Il est annexé aux budgets administratifs de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

Art. 20. Le compte d'exécution du budget et le compte de Trésorerie sont arrêtés par le Comité de gestion au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant. Ils sont transmis à la Cour des Comptes par le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions pour le 30 avril au plus tard. Les comptes sont annexés au compte général de la Communauté française.

Art. 21. Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des Comptes. Celle-ci peut exercer un contrôle sur place.

Art. 22. Le Gouvernement de la Communauté française prend les mesures nécessaires à la gestion des comptes spécifiques, ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par l'Union européenne ainsi que les produits financiers découlant de cette gestion; les comptes spécifiques et les produits sont intégrés dans la fusion d'échelles des comptes de la Communauté française.

*CHAPITRE IV. — Dispositions générales et finales**De l'exécution*

Art. 23. Les modalités d'exécution du présent accord de coopération notamment celles relatives au fonctionnement, au personnel, aux biens, au financement, au budget et aux comptes de l'Agence sont arrêtées par le Gouvernement de la Communauté française après avis conformes du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Ces dispositions sont prises dans le mois qui suit la sanction du décret portant approbation du présent accord.

*Des dispositions transitoires*

Art. 24. Depuis la date d'entrée en vigueur du décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et jusqu'à la date de mise en application du présent accord, la Cellule Fonds social européen de la Communauté française est chargée de poursuivre la gestion passée et actuelle concernée par le présent accord sous l'autorité du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 25. Le présent accord est conclu pour une durée d'un an. Il est de plein droit tacitement renouvelé s'il n'est dénoncé six mois francs avant la date de son expiration.

Conclu à Bruxelles, le 2 septembre 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Mme L. ONKELINX,  
Ministre-Présidente

W. ANCION,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Relations internationales et du Sport

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique

Pour le Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON,

Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation

Pour le Collège de la Commission communautaire française,

H. HASQUIN,

Président du Collège, chargé du Budget,

des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,  
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

—————  
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

*Documents de l'Assemblée* : Projet de décret : doc. 77 (1998-1999) n° 1 - Rapport : doc. 77 (1998-1999) n° 2.

*Compte rendu intégral* - Discussion et adoption : séance du 2 avril 1999.

—————  
VERTALING

**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 99 — 1839

[S - C - 99/31233]

**22 APRIL 1999. — Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de hulp vanwege de Europese Commissie op het vlak van de human resources en de oprichting van het « Agentschap Europees Sociaal Fonds », gesloten te Brussel op 2 september 1998 tussen de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft op 2 april 1999 goedgekeurd en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het Samenwerkingsakkoord dat op 2 september 1998 te Brussel gesloten werd tussen de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet op de hervorming der instellingen, betreffende de coördinatie en het beheer van de hulp vanwege de Europese Commissie op het vlak van de human resources en de oprichting van het « Agentschap Europees Sociaal Fonds », wordt goedgekeurd.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 22 april 1999

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met Begroting, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest  
alsook met de Internationale betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid,  
Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

Samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie en het beheer van de hulp vanwege de Europese Commissie op het vlak van de human resources en de oprichting van een « Agentschap Europees Sociaal Fonds »

Gelet op artikelen 127 en 138 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet op de hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 92bis dat is ingelast bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wetten van 16 januari 1989, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het beraad van de Franse Gemeenschapsregering van 9 maart 1998;

Gelet op het beraad van de Waalse Regering van 9 april 1998;

Gelet op het beraad van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 juli 1998;

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Commissie, ondertekend te Rome op 25 maart 1957, gewijzigd bij het verdrag betreffende de Europese Unie, ondertekend te Maastricht op 7 februari 1992, inzonderheid op artikel 123;

Gelet op de Europese regelgeving en inzonderheid op de kaderregeling EEG nr. 2081/93, de coördinatie-regeling EEG nr. 2082/93 en de E.S.F.-regeling EEG nr. 2084/93;

Overwegende dat de Franse Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevestiging hebben gegeven van hun streven naar het gezamenlijk beheer van de Europese hulp op het vlak van de human resources die is verleend aan deze overheden;

Overwegende dat deze beleidskoersen inzake human resources, die in hoofdzaak mede worden gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds (E.S.F.) of door andere specifieke subsidiemechanismen van de Europese Unie, beheerd worden door de Cel E.S.F. van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de uitoefening van de bevoegdheid inzake beroepsomscholing en bijscholing, bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet op de hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 en 16 juli 1993 werd overgeheveld naar het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, maar dat de Franse Gemeenschap voorts bevoegd blijft voor bepaalde aangelegenheden inzake onderwijs en opleiding die in aanmerking komen voor subsidiëring vanwege de Europese Unie;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot een samenwerkingsverband met het oog op :

1° de optimalisering van de voorlichting, documentering en advies voor de potentiële begunstigen, met name door de oprichting, op een voor het publiek toegankelijke plaats, van een eenheidsstructuur die belast is met het beheer van de beleidskoersen inzake human resources die door de Europese Unie worden gesubsidieerd;

2° een maximale aanwending van de subsidies vanwege de Europese Unie waarop het Franstalig landsgedeelte aanspraak kan maken in het raam van de Europese programma's;

3° Integratie en wederzijdse opvoering van de human resources-activiteiten en de activiteiten die door de andere Fondsen worden gefinancierd in het raam van de Europese tussenkomsten steunend op meerdere structurele Fondsen, op de volgende niveaus :

- voorbereiding van de plannen die zijn vereist door de regelgevingen van de Europese Unie betreffende de structurele gemeenschapsfondsen;

- oprichting en onderhandeling met betrekking tot de communautaire steunkaders;

- budgettaire meerjarenplanning;

- uitvoering van de tussenkomsten;

- beoordeling ex ante, opvolging en evaluatie ex post van de tussenkomsten;

4° Doorzichtiger en coherenter beheer van de beleidskoersen inzake human resources, met name door de harmonisering van de bestuurlijke verantwoordelijkheden en de boekhoudkundige procedures alsook door de koppeling van alle belangstellende kringen aan de uitvoering ervan;

5° Bevordering van de coördinatie en samenwerkingsverbanden tussen de Europese programma's en de richtlijnen uitgaande van de interne beleidskoersen van onze departementen overeenkomstig de beginselen inzake subsidiariteit en complementariteit :

- bij de uitvoering van de verschillende Europese programma's;

- bij de uitvoering van de initiatieven van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie in het raam van de Europese programma's;

- bij de uitvoering van en het zoeken naar partnerschappen voor internationale of supranationale projecten die zijn uitgevoerd binnen een nationaal of supranationaal kader;

- bij de opvolging, controle en evaluatie van de verschillende programma's die zijn uitgevoerd met de Europese Unie;

6° Optimalisering van de aanwending van de human en material resources voor de uitvoering van de Europese programma's;

7° Verhoging van de evaluatie- en « research development »-capaciteit ex ante en ex post van de programma's uitgaande van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat een coherent en complementair beheer van de hulp die is toegekend door de Europese Commissie vereist is;

Overwegende dat wat de Europese hulp betreft, de veelheid aan actoren en aan gegevens evenals de complexiteit van de beheersprocedures een daadwerkelijke gespecialiseerde investering vereisen;

Tussen,

- De Franse Gemeenschapsregering, vertegenwoordigd door mevrouw Laurette Onkelinx, minister-president, de heer William Ancion, minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale Betrekkingen en Sport en de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

- De Waalse Regering, vertegenwoordigd door de heer Robert Collignon, minister-president en de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding;

- Het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de heer Hervé Hasquin, minister-president belast met Begroting, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en Waalse Gewest alsook met Internationale Betrekkingen; de heer Eric André, minister en lid belast met de Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse en de heer Eric Tomas, minister en lid belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt;

Wordt overeengekomen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene samenwerkingsverbanden*

##### *Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en op de bevoegdheden bedoeld in artikel 3 van decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

##### 1. Opmvolgingscomité :

Het gezamenlijke besluitvormingsorgaan (Europese Commissie, bevoegde overheden van de lidstaat) dat instaat voor de opvolging van een enig planningsdocument (EPLADO), een communautair steunkader (COS), een operationeel programma (OP) of enige andere vorm van tussenkomst vanwege de Europese Unie in het raam van haar beslissingen.

##### 2. Het technisch en financieel comité :

De instantie die is belast met de voorbereiding van de beslissingen van het Opmvolgingscomité.

##### *Afdeling II. — Principes*

Art. 3. § 1. In het raam van de plannen en programma's die zijn goedgekeurd door de Regeringen en het College, dienen alle beslissingen over de hiernagenoemde programma's van de Europese Unie in gezamenlijk overleg te worden genomen door de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie :

1. De programma's die verband houden met doelstellingen 3 en 4 van de Europese structurele fondsen, die uitsluitend worden gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds;

2. De zogenaamde Programma's uitgaande van Gemeenschapsinitiatief (« PGI ») « Human resources », die in hoofdzaak worden gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds, met name « Tewerkstelling » en « Adapt »;

3. De actieprogramma's « Human resources », opgemaakt overeenkomstig artikel 127 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, met name het « LEONARDO »-programma.

§ 2. Het Comité voor de opvolging van de programma's bestaat uit de ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheden die in aanmerking komen voor cofinanciering vanwege Europa, de ministers van Buitenlandse of Internationale betrekkingen van de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de ministers van Begroting van de drie entiteiten of hun vertegenwoordigers, alsook de vertegenwoordigers die zijn aangesteld door de Europese Commissie.

De vertegenwoordigers van de plaatselijke en socio-economische partners die door de Voorzitter worden aangeduid op voordracht van het Opmvolgingscomité, zetelen eveneens in dit Comité. Ze hebben een adviserende stem.

§ 3. In het Comité voor de opvolging van de Communautaire Steunkaders die zijn opgericht op federaal niveau, zijn de Regeringen en het College vertegenwoordigd door een afvaardiging die bestaat uit de voorzitter van het Comité voor de opvolging van het desbetreffende programma alsook de minister-president van de Franse Gemeenschapsregering en de minister, lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Beroepsomscholing en Bijscholing of hun vertegenwoordigers.

Art. 4. § 1. In het raam van de volgende plannen en programma's die zijn goedgekeurd door de Waalse Regering samen met de Franse Gemeenschap voor de aangelegenheden die onder haar bevoegdheid vallen, dienen alle beslissingen over de acties en maatregelen in verband met de « Human Resources » in gezamenlijk overleg te worden genomen tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap :

1. De programma's van doelstellingen 1 en 2 van de Europese structuurfondsen;

2. Het (de) programma ('s) van doelstelling 5 B van de Europese structuurfondsen;

3. De Programma's uitgaande van het Gemeenschapsinitiatief, die in hoofdzaak gefinancierd zijn door het Europees fonds voor de ontwikkeling van de regio's, « INTERREG » genaamd, en « PME ».

§ 2. Op verzoek van de minister van de Waalse Regering bevoegd voor Beroepsopleiding, kan een technisch en financieel Comité worden belast met de opvolging van de activiteiten inzake « Human resources » en de voorbereiding van de beslissingen van de Opmvolgingscomités die zijn ingesteld door de Waalse regering voor de uitvoering van die plannen en programma's.

§ 3. Het technisch en financieel Comité bestaat uit de de ministers die bevoegd zijn voor de aangelegenheden die in aanmerking komen voor cofinanciering vanwege Europa, de ministers van Buitenlandse of Internationale betrekkingen van de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de ministers van Begroting van de drie entiteiten of hun vertegenwoordigers, alsook de vertegenwoordigers die zijn aangesteld door de Europese Commissie.

De vertegenwoordigers van de plaatselijke en socio-economische partners die door de Voorzitter worden aangeduid op voordracht van het Opmvolgingscomité, zetelen eveneens in dit Comité. Ze hebben een adviserende stem.

Art. 5. § 1. Een Begeleidingscomité staat in voor de voorbereiding van de beslissingen van de Comités voor de opvolging van programma's bedoeld in artikel 3 en van de technische en financiële Comités bedoeld in artikel 4. Het Begeleidingscomité neemt alle beslissingen in verband met de projecten, maatregelen of activiteiten van een Europees programma, met uitzondering van die welke bij de Europese regelgeving zijn toegekend aan het Opmvolgingscomité. Het bestaat uit de minister die lid zijn van het Opmvolgingscomité of van het technisch en financieel Comité voor het desbetreffende programma of uit hun vertegenwoordigers.

§ 2. De beslissingen van het Begeleidingscomité eerbiedigen de geldende Europese regelgevingen en de toepassingsbepalingen waartoe beslist is door de Europese Unie op basis van de plannen en in overeenstemming met de overheden die verantwoordelijk zijn voor de uitwerking ervan in het raam van het partnerschap.

Art. 6. De minister van de Waalse Regering die bevoegd is voor de Beroepsopleiding verzekert het voorzitterschap van de Opvolgingscomités bedoeld in artikel 3, van de technische en financiële Comités bedoeld in artikel 4 en van de Begeleidingscomités bedoeld in artikel 5. Deze kunnen desgevallend en in overeenstemming met de minister van de Waalse regering bevoegd voor Beroepsopleiding, een bijzondere voorzitter aanduiden voor een of ander specifiek programma. De ondervoorzitters van de Comités worden aangeduid door de Begeleidingscomités.

Art. 7. De cofinanciering van de projecten, maatregelen of activiteiten wordt voor elk programma verzekerd onder de verantwoordelijkheid van de bevoegde minister(s) met inachtneming van de Europese regelgevingen.

Art. 8. Ingeval van een geschil met de Europese Commissie en onverminderd artikel 16, § 3, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993 zijn de Regeringen of het College verantwoordelijk naargelang van hun inbreng in de cofinanciering en alleszins naargelang van de bedragen van de Europese tussenkomsten.

## HOOFDSTUK II. — *De oprichting en het beheer van het agentschap « Europees sociaal fonds »*

### *Afdeling I. — Oprichting*

Art. 9. De Franse Gemeenschap verbindt zich tot de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer binnen haar diensten, het « Agentschap Europees sociaal fonds » genaamd, dat gezamenlijk wordt beheerd door de Waalse Regering, de Franse Gemeenschapsregering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 10. Het Agentschap neemt deel aan de voorbereiding en staat in voor het groepsdynamica, het administratief en boekhoudkundig beheer, de controle en de evaluatie van de programma's en activiteiten bedoeld in artikelen 3 en 4.

Art. 11. De Regeringen en het College zien erop toe dat de nodige middelen worden verschaft voor de werking van het Agentschap volgens de gezamenlijk vastgestelde modaliteiten.

### *Afdeling II. — Het beheer*

Art. 12. Het Agentschap is geplaatst onder de operationele leiding van een Beheerscomité, hierna het Comité genoemd.

Het Comité voert de beslissingen uit van de Comités voor de opvolging van de programma's bedoeld in artikelen 3 en 4.

Art. 13. Het Comité is samengesteld uit de ministers van de Waalse Regering, van de Franse Gemeenschapsregering en van het College van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die betrokken zijn bij de programma's en activiteiten bedoeld in artikelen 3 en 4 alsook uit de ministers bevoegd voor Buitenlandse of Internationale betrekkingen, Begroting en Openbaar Ambt of uit de vertegenwoordigers die door hen zijn aangeduid.

Art. 14. Het voorzitterschap van het Comité wordt uitgeoefend door de minister van de Waalse Regering bevoegd voor Beroepsopleiding.

De Regeringen en het College duiden in gezamenlijk overleg twee ondervoorzitters aan.

Art. 15. § 1. Het Comité legt zijn huishoudelijk reglement ter goedkeuring voor aan de Regeringen en het College. Het bepaalt met name :

- de regels betreffende de oproeping van het Comité;
- de regels betreffende het voorzitterschap van het Comité ingeval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitters;
- de vastlegging van het dagelijks beheer;
- de vaststelling van de personeelsbehoeften van het Agentschap;
- de wijze van vertegenwoordiging van de ministers bedoeld in artikel 13;
- onverminderd de toepassing van de regels betreffende de administratieve en budgettaire controle en de controle van het Rekenhof, de modaliteiten inzake de controle van het beheer en de aanwending van de fondsen vanwege de Europese Unie.

§ 2. De leden van het Comité beslissen bij eenparigheid van stemmen.

Art. 16. § 1. Het dagelijks beheer van het Agentschap wordt toevertrouwd aan een directeur, die wordt bijgestaan door een adjunct-directeur. Deze worden aangesteld door de Franse Gemeenschapsregering na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. De voorzitter van het Comité geeft aan de directeur van het Agentschap kennis van de beslissingen van de Opvolgingscomités voor de programma's bedoeld in artikelen 3 en 4 en die met betrekking tot het beheer van het Agentschap.

### *Afdeling III. — Financiering*

Art. 17. De inkomsten van het Agentschap omvatten :

- 1° de subsidies van de instellingen van de Europese Unie.
- 2° de middelen die zijn ingeschreven op de begrotingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.
- 3° de financiële opbrengsten uit het beheer van de fondsen die door de Europese Unie zijn gestort.
- 4° de fondsen van derden die ter beschikking zijn gesteld in het raam van de programma's bedoeld in artikelen 3 en 4.



Art. 18. De bedragen bedoeld in artikel 17,2° worden verdeeld in verhouding tot de inbreng van de Europese Unie voor de overheden in de programma's bedoeld in artikelen 3 en 4.

Deze middelen worden ter beschikking gesteld van het Agentschap in vier trimestriële schijven, telkens voor hetzelfde bedrag. Deze dienen uiterlijk op de twintigste dag van elk trimester aan het Agentschap te worden betaald.

#### HOOFDSTUK III. — *Begroting en rekeningen*

Art. 19. Het Agentschap stelt zijn begroting op onder leiding van het Comité. De begroting van het Agentschap is gevoegd bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Ze is gevoegd bij de administratieve begrotingen van het Waalse gewest en van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 20. De exploitatierekening van de begroting en de thesaurierekening worden door het Beheerscomité uiterlijk op 31 maart van het volgend dienstjaar vastgesteld. De minister van de Franse Gemeenschapsregering bevoegd voor begroting bezorgt ze uiterlijk tegen 30 april aan het Rekenhof. De rekeningen worden gevoegd bij de algemene rekening van de Franse Gemeenschap.

Art. 21. De uitgaven worden vereffend en uitbetaald zonder tussenkomst van het Rekenhof. Het Rekenhof kan overgaan tot een controle ter plaatse.

Art. 22. De Franse Gemeenschapsregering treft de nodige maatregelen voor het beheer van de specifieke rekeningen die door het Agentschap zijn geopend met het oog op het beheer van de fondsen die door de Europese Unie zijn gestort alsook de financiële opbrengsten voortvloeiend uit dit beheer; de specifieke rekeningen en de opbrengsten worden opgenomen in de samengevoegde schalen van de rekeningen van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK IV. — *Algemene en slotbepalingen*

##### Uitvoering

Art. 23. De uitvoeringsmodaliteiten van dit samenwerkingsakkoord, met name die welke betrekking hebben op de werking, het personeel, de goederen, de financiering, de begroting en de rekeningen van het Agentschap worden vastgesteld door de Franse Gemeenschapsregering na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze beschikkingen worden getroffen in de maand die volgt op de bekrachtiging van het decreet tot goedkeuring van dit akkoord.

##### Overgangsbepalingen

Art. 24. Vanaf de datum van inwerkingtreding van decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en tot de toepassingsdatum van dit akkoord, is de Cel Europees Sociaal Fonds belast met de voortzetting van het vorig en huidig beheer waarop dit akkoord betrekking heeft en dit onder leiding van de Franse Gemeenschapsregering.

Art. 25. Dit akkoord loopt gedurende één jaar. Het wordt van rechtswege stilzijgend verlengd behalve wanneer het zes maand vóór de verstrijksdatum ervan wordt opgezegd.

Gesloten te Brussel op 2 september 1998.

Namens de Franse Gemeenschapsregering :

Mevr. L. ONKELINKX,

Minister-President

W. ANCIEN,

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Internationale betrekkingen en Sport

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Minister van Begroting, Financiën en Openbaar Ambt.

Namens de Waalse Regering,

R. COLLIGNON,

Minister-President.

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

H. HASQUIN,

Minister-President belast met Begroting,

Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en met het Waalse Gewest en met Internationale Betrekkingen

E. TOMAS,

Minister, lid belast met Gezondheid,

Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

*Documenten van de Vergadering* : Ontwerpdecreet doc. 77 (1998-1999) nr. 1 - Verslag doc. (1998-1999) nr. 2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming : zitting van 2 april 1999.